



## Conseil Economique et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1986/62  
10 mars 1986

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-deuxième session  
Point 10 c) de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT,  
EN PARTICULIER ;

c) QUESTION DES DISPARITIONS FORCEES OU INVOLONTAIRES

Lettre datée du 7 février 1986, adressée au Sous-Secrétaire général  
aux droits de l'homme par le représentant permanent du Liban  
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Me référant au document E/CN.4/1986/18 daté du 24 janvier 1986,  
chapitre II, section A.11, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la réponse du  
Gouvernement libanais par la voie de Monsieur le Procureur général auprès de  
la Cour de cassation, sur les disparitions forcées ou involontaires ;

1. Les autorités judiciaires libanaises certifient qu'elles ne détiennent aucune personne de façon illégale et sans mandat issu d'une autorité judiciaire responsable,
2. Les droits de défense sont assurés à tous les prévenus et particulièrement à ceux d'entre eux qui ont été arrêtés par les autorités judiciaires légales,
3. Les organes du pouvoir exécutif du Gouvernement libanais tels que la police, la gendarmerie et la sûreté générale sont soumis à l'autorité et à la surveillance du parquet de la Cour de cassation, pour tout ce qui concerne les actes judiciaires,
4. Les faits, reportés dans le document susmentionné, relatifs à l'arrestation et à la disparition de personnes dans certaines régions du Liban émanent d'organisations armées libanaises et étrangères, qui du fait des événements sanglants qui se déroulent au Liban depuis plus de dix ans, échappent provisoirement à l'autorité étatique,

5. Les autorités judiciaires mènent les enquêtes et recherches nécessaires pour s'enquérir du sort des personnes disparues mentionnées ou non dans le document transmis et n'ont de cesse de poursuivre les auteurs de tels actes en conformité avec la législation en vigueur.

Je vous serai gré, Monsieur le Sous-Secrétaire général, de distribuer cette lettre comme document officiel à la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme.

Ambassadeur  
Représentant permanent  
(Signé) Salim NAFFAH